

Comité spécial sur la réforme électorale
Chambre des communes

J'écris au Comité spécial sur la réforme électorale pour plusieurs raisons. En tant que résident de la circonscription d'Ottawa-Vanier, avec la mort récente de Mauril Bélanger, il ne m'est pas possible de participer à une assemblée publique sur la réforme électorale. De plus, je m'intéresse depuis longtemps aux enjeux politiques et au fonctionnement des systèmes politiques canadiens. Par exemple, en 1991, j'ai présenté au Comité Dobbie-Beaudoin une réponse aux propositions de réforme constitutionnelle du gouvernement du Canada : *Bâtir ensemble l'avenir du Canada*. Certains points de vue que j'ai exprimés alors sont encore pertinents pour les travaux du Comité spécial sur la réforme électorale. J'ai joint un extrait de ce mémoire.

Quatre des questions que le Comité spécial est invité à examiner ont été abordées dans le mémoire que j'ai présenté plus tôt, à savoir :

- 1) Efficacité et légitimité : que la mesure proposée augmente la confiance des Canadiens sur le fait que leur désir démocratique, tel qu'il est exprimé par le vote, soit traduit de façon juste dans les résultats du scrutin, et qu'elle réduise la distorsion et renforce le lien entre l'intention des électeurs et l'élection des représentants;
- 2) Participation : que la mesure proposée encourage le vote et la participation au processus démocratique, favorise une civilité et une collaboration accrues au sein de la sphère politique, améliore l'unité sociale et offre des possibilités d'inclusion des groupes sous-représentés dans le processus politique;
- 3) Accessibilité et inclusion : que la mesure proposée évite une complexité induite du processus de scrutin tout en respectant les autres principes, et qu'elle favorise l'accès par tous les électeurs admissibles, peu importe leur condition physique ou sociale;
- 5) Représentation locale : que la mesure proposée assure la responsabilisation et tienne compte de la valeur que les Canadiens accordent à leur collectivité, au fait que les députés connaissent les conditions locales et qu'ils tentent de satisfaire les besoins locaux à l'échelle nationale; la mesure doit aussi permettre aux citoyens d'avoir accès à leur député pour faciliter la résolution de leurs préoccupations et leur participation au processus démocratique.

Comme je l'ai fait remarquer précédemment, il est nécessaire de « sensibiliser la population aux nombreuses forces réelles de notre système politique ». On ne soulignera jamais assez l'importance de mieux faire connaître et comprendre le système parlementaire auprès de l'électorat canadien, de même que l'importance du vote aux élections.

Les commentaires que j'ai formulés en 1991 portaient sur un ensemble plus vaste d'enjeux constitutionnels et électoraux et comprenaient un examen de l'avenir du Sénat, ainsi que la suggestion de déplacer les sièges au Sénat à la Chambre des communes. Bien que le rôle du Sénat continue d'être un sujet de débat public, je reconnais que la réforme de ce dernier dépasse le mandat du Comité spécial.

Comme je l'ai mentionné précédemment, « les aléas des élections par circonscription ou à un seul vainqueur ont pour conséquence qu'un parti peut arriver au pouvoir sans une représentation substantielle d'une ou plusieurs régions ». Certes, les circonscriptions doivent constituer la base des élections afin de maintenir le lien et la reddition de comptes entre l'électeur et les représentants élus, mais je suis d'avis que, pour reconnaître les suffrages obtenus par les partis respectifs, des sièges supplémentaires, attribués par région, seraient distribués aux parties pour refléter les suffrages exprimés qu'ils ont reçus. Comme je l'ai déjà dit :

« Il serait peut-être souhaitable que les députés soient choisis parmi les candidats défaits, à chaque élection générale successive. Cela permettrait aux parties de tirer profit de l'avantage d'avoir dans les caucus et aux cabinets des candidats qui ont fait une bonne campagne et qui ont montré leur valeur comme parlementaires éventuels, bien que ce soit dans une cause perdue. Un plus grand nombre de candidats de premier plan seraient disposés à se présenter dans des circonscriptions où leurs partis n'avaient pratiquement aucune chance de gagner. Cela améliorerait aussi grandement les choix offerts à l'électeur. Une telle amélioration, tant du point de vue de la qualité de la représentation régionale que du bassin de compétences disponibles pour les parties respectives, aurait pu permettre au Canada de trouver des solutions sages et équitables à bon nombre des problèmes qui nous préoccupent aujourd'hui ».

Pour répondre aux critiques selon lesquelles une multitude de partis pourraient être élus, créant ainsi une instabilité gouvernementale, un niveau minimal d'appui électoral pourrait être nécessaire. Par exemple, les parties doivent avoir recueilli au moins 5 % des suffrages exprimés pour avoir accès aux sièges supplémentaires.

Je suis heureux de pouvoir contribuer au débat sur la réforme électorale au Canada et j'envoie mes meilleures pensées aux membres du Comité spécial dans la tenue de leurs délibérations.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Richard Hooe Macy

Annexe

Extrait de la réponse aux propositions de réforme constitutionnelle du gouvernement du Canada : *Bâtir ensemble l'avenir du Canada*, par Richard Hooe Macy

8. Chambre des communes

Je ne partage pas du tout le point de vue selon lequel notre système parlementaire est « trop partisan » et trop bien disposé envers le « conflit plutôt qu'envers la coopération ». Le débat à la Chambre des communes, plus particulièrement pendant la période des questions, constitue l'une des plus grandes forces de notre système. La demande de remplacement de ce système par des plébiscites et des référendums est à la fois mal avisée et totalement ridicule.

Je n'ai aucune objection à faire des efforts pour encourager le comportement chevaleresque et maintenir le décorum parlementaire. Cependant, les Canadiens doivent résolument rejeter toute tentative d'américanisation du système parlementaire canadien. Même les changements les plus négligeables devraient être examinés. Au lieu de se plier à l'ignorance de la population, il semble préférable de sensibiliser celle-ci aux nombreux points forts réels de notre système politique.

Une voix régionale à la Chambre des communes

Étant donné que le véritable pouvoir se trouve à la Chambre des communes, pourquoi ne pas y avoir des députés élus qui représentent de façon efficace et équitable les régions? Il est souhaitable d'avoir une forte présence régionale au sein du caucus et au cabinet du parti au pouvoir et au sein du caucus et au cabinet fantôme des parties adverses. Cependant, les aléas des élections par circonscription ou à un seul vainqueur ont pour conséquence qu'un parti peut arriver au pouvoir sans une représentation substantielle d'une ou plusieurs régions.

La représentation proportionnelle à la Chambre des communes

Une solution possible serait d'abolir le Sénat et de déplacer les sièges du Sénat à la Chambre des communes, de les attribuer par région et de les distribuer selon la représentation proportionnelle (c.-à-d., le pourcentage de suffrages exprimés recueillis par les partis respectifs) entre les partis qui obtiennent 5 % ou plus du vote dans une région donnée. Il pourrait être souhaitable que les députés soient choisis parmi les candidats défaits, à chaque élection générale successive. Cela permettrait aux parties de tirer profit de l'avantage d'avoir dans les caucus et aux cabinets des candidats qui ont fait une bonne campagne et qui ont montré leur valeur comme parlementaires éventuels, bien que ce soit dans une cause perdue. Un plus grand nombre de candidats de premier plan seraient disposés à se présenter dans des circonscriptions où leur parti n'avait pratiquement aucune chance de gagner. Cela améliorerait aussi grandement les choix offerts à l'électeur. Une telle amélioration, tant du point de vue de la qualité de la représentation régionale que du bassin de compétences disponibles pour les

parties respectives, aurait pu permettre au Canada de trouver des solutions sages et équitables à bon nombre des problèmes qui nous préoccupent aujourd'hui. Une longue liste de Canadiens exceptionnels auraient pu, dans ce type de système, jouer leur rôle en influençant pour le mieux la politique et les événements.

La région, selon moi, jouerait un rôle utile pour diviser les sièges à la Chambre des communes qui seront pourvus au scrutin proportionnel. Je préférerais que la représentation selon la population régit les limites des circonscriptions de ces régions, [...]

Une façon de diviser le pays selon les régions serait de créer des régions de plein droit avec l'Ontario et le Québec, de créer une autre région avec les provinces de l'Atlantique, une autre avec le Manitoba et la Saskatchewan, une autre avec l'Alberta et la Colombie-Britannique et, enfin, une dernière région avec le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest (et maintenant le Nunavut). La répartition des sièges devrait être déterminée lors des séries générales de négociations constitutionnelles, mais je présume qu'elle partirait de l'hypothèse voulant que le nombre de représentants de l'Ontario et du Québec demeurerait le même qu'au Sénat, mais que le nombre de représentants des autres régions augmenterait conformément à leur importance pour le Canada dans une société moderne ou au besoin que ces régions ont exprimé d'exercer une plus grande influence au centre du pouvoir.